

Burundi : le gouvernement "prêt à accueillir" les exilés politiques

@rib News, 27/08/2018 Source Xinhua Le gouvernement burundais est "prêt à accueillir" les personnalités politiques exilées à l'étranger et souhaitant rentrer dans leur patrie, a déclaré lundi Thérèse Ntahiraja (photo), porte-parole du ministre de l'Intérieur, sur les ondes de la radio associative Isanganiro.

Cette offre intervient alors que les parties prenantes au processus de paix initié en janvier 2016 se préparent à participer à la 5e session du dialogue politique "extérieur" interburundais, laquelle est envisagée dans un proche avenir à Arusha en Tanzanie. Dans le cadre des préparatifs, une délégation représentant l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, médiateur dans le dialogue inter-burundais d'Arusha, a effectué une visite de travail du 15 au 17 août dernier à Bujumbura. Elle a eu à cette occasion des consultations avec les représentants des partis politiques et des acteurs indépendants au Burundi. "La paix et la sécurité sont au beau fixe comme l'a récemment témoigné devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies Michel Kafando (Ambassadeur spécial du secrétaire général de l'ONU au Burundi). Je voudrais rassurer nos chers politiciens burundais se trouvant encore à l'étranger qu'à ce jour, une partie d'entre eux s'est déjà rapatriée de manière spontanée", a-t-il précisé. M. Ntahiraja a notamment cité le retour en 2017 de la présidente de l'Alliance démocratique pour le renouveau (ADR) et ancienne vice-présidente du Burundi, Alice Nzomukunda, de l'ancien président burundais Sylvestre Ntibantunganya (1994-1996) et de l'ancien ambassadeur du Burundi en Belgique, Félix Ndayisenga. Le gouvernement encourage tous les exilés à rentrer rapidement "dans la mesure où tout Burundais qui rentre est vraiment sécurisé, car aujourd'hui, le Burundi abrite une armée où sont représentées les deux principales ethniques burundaises, hutues et tutsies, sur la base des quotas paritaires fixés par l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi (AAPRB) conclu le 28 août 2000 entre les protagonistes burundais d'alors", a-t-il dit. M. Ntahiraja a même ajouté que le retour "des 34 personnes poursuivies par la justice burundaise" dans le cadre de leur "implication" dans la tentative de coup d'Etat du 13 mai 2015 contre l'actuel chef d'Etat burundais Pierre Nkurunziza serait une bonne chose dans la mesure où ce serait pour elles une bonne opportunité "pour demander pardon à qui de droit ou pour se présenter devant les instances judiciaires".

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});